

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 11/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VYGON**

8, rue de Paris  
95440 Écouen

Références : IC-R/029/25-YY/VM  
Code AIOT : 0005103902

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement VYGON implanté ZAC du parc technologique Alata 60550 Verneuil-en-Halatte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7/08/2024

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VYGON
- ZAC du parc technologique Alata 60550 Verneuil-en-Halatte
- Code AIOT : 0005103902
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'activité exercée par la société VYGON sur son site de Verneuil-en-Halatte consiste à réceptionner, stocker, préparer des commandes et des produits médico-chirurgicaux à usage unique.

L'exploitation de la plate-forme logistique est réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 et l'arrêté préfectoral du 06 avril 2017 (classement des activités).

En marge de cette plate-forme, la société VYGON exploite une installation de stérilisation de produits médico-chirurgicaux, qui a fait l'objet d'un récépissé de déclaration du 26/09/2025.

### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks / Débit d'eau (D9)	AP de Mise en Demeure du 07/08/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
3	Documents administratifs au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/08/2024. Aussi, l'inspection a proposé à Monsieur le préfet de l'Oise de l'abroger. Un projet d'arrêté préfectoral d'abrogation a été établi à cet effet.

En dernier lieu, il a été demandé à l'exploitant de fournir un chronogramme d'action corrective en vue de prendre en compte les recommandations de son assureur, et le cas échéant, de préciser celles qui ont déjà été traitées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des stocks / Débit d'eau (D9)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/08/2024, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks / Débit d'eau (D9)
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société VYGON exploitant un entrepôt couvert implanté sur le territoire de la commune de Verneuil-en-Halatte, sis 5 avenue des Bouleaux, est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à

compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions :

- du paragraphe 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en mettant en place un état des stocks simplifié, un plan général de stockage lié à l'état des stocks, et en mettant à jour à minima de manière hebdomadaire l'état des stocks ;
- du paragraphe 1.3 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en calculant le débit d'eau requis pour lutter contre un incendie sur une période de 2 heures suivant le document technique D9, et en justifiant la disponibilité du débit calculé.

L'exploitant transmet des documents permettant d'attester la mise en œuvre des éléments mentionnés aux alinéas 2 et 3 de l'article 1<sup>er</sup>.

#### **Constats :**

L'exploitant a mis en place un état des stocks simplifié informatisé. Ce document renseigne la quantité de produits combustibles présents au sein des cellules. En particulier, il permet de connaître les quantités de pièces combustibles dans chaque cellule ainsi que leurs masses en kilogramme.

L'état des stocks simplifié est mis à jour tous les vendredis.

Aussi, l'inspection en déduit que la fréquence de mise à jour de l'état des stocks simplifié, voire l'état des stocks général, est hebdomadaire.

L'exploitant a présenté un plan général de son stockage lié à l'état des stocks.

Le débit nécessaire pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures, déterminé suivant le guide technique D9, est de 240 m<sup>3</sup>/h. Ce débit représente une quantité d'eau de 480 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a indiqué que la quantité d'eau nécessaire est assurée par :

- une réserve d'eau de défense incendie de capacité de 594 m<sup>3</sup>, implantée sur son site et localisée à proximité des cuves de sprinkleur ;
- 3 poteaux incendie publics (n<sup>os</sup> 73, 72 et 70). L'examen du rapport de contrôle des débits mesurés en simultanément le 25 octobre 2024 a permis de constater que les débits des poteaux n<sup>os</sup> 73 et 72 sont de 70 m<sup>3</sup>/h, et 80 m<sup>3</sup>/h pour le poteau n<sup>o</sup> 70. En somme le débit global des 3 poteaux est de 220 m<sup>3</sup>/h. Ces 3 poteaux fournissent un volume d'eau de 440 m<sup>3</sup> sur 2 heures.

En tenant compte des différentes réserves d'eau, la disponibilité globale de la ressource en eau pour lutter contre l'incendie sur une durée de 2 heures est de 1 034 m<sup>3</sup>.

La quantité d'eau disponible reste supérieure à celle calculée suivant le guide technique D9.

**L'exploitant a respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 août 2024.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** L'inspection a proposé au préfet de l'Oise d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 août 2024

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :  <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li><li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.  Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <div><b><u>Visite précédente réalisée le 20/06/2024</u></b>  L'exploitant a présenté à l'inspection :<ul style="list-style-type: none"><li>- son dossier de demande d'autorisation de mars 2009 ;</li><li>- les résultats de la modélisation des flux thermiques joints à sa demande d'autorisation.</li></ul> Le dernier rapport de l'assureur (ALLIANZ) du 21 novembre 2021. L'assureur a relevé des non-conformités portant sur les pressions dynamiques et statiques des RIA. Toutefois, le dernier contrôle des RIA effectué par la société UXELLO le 28 novembre 2023 n'a pas mis en évidence de non-conformité. Par ailleurs, ce rapport précise qu'une révision triennale est à prévoir sur l'installation de sprinkleur. L'exploitant a présenté un document établi par UXELLO précisant que cette révision a été effectuée du 04 au 06 avril 2022. Le compte rendu de cette révision les remarques : « - manque plume sur mano enregistreur, vanne à remplacer poste 1; - Cloche des postes 3-4-8-9-10-11 : HS ; - Vanne de refoulement source B2 : HS » ; L'exploitant a présenté un bon d'intervention attestant que des actions correctives ont été engagées (16 juin 2022) permettant d'y remédier. Ces actions ont été réalisées par la société UXELLO.  Son nouvel assureur, Groupama, a procédé à un contrôle du site de Verneuil-en-Halatte le 30</div>

Son nouvel assureur, Groupama, a procédé à un contrôle du site de Verneuil-en-Halatte le 30 mai 2024.

Au vu de l'absence du dernier rapport de l'assureur (Groupama), l'inspection ne peut pas conclure sur la conformité des installations au regard des dispositions du point 1.2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

**Demande de justificatifs:** Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle établi par l'assureur Groupama, et d'engager d'éventuelles actions correctives sur les remarques qui seront potentiellement formulées par son assureur.  
L'exploitant transmis sous un délai de 1 mois le document mentionné précédemment.

### Visite du 14 janvier 2025

Par courriel en date du 7 octobre 2024, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de ses installations réalisé le 30 mai 2024 par son assureur GROUPAMA.

Ce rapport comporte 10 recommandations assorties des priorités de mise en œuvre d'actions correctives en vue de prendre en compte ces recommandations :

- Recommandation n°1 : « *Améliorer la maintenance et la suivi des portes coupe-feu* », action à réaliser dès que le plan d'action est remis à l'assuré ;
- Recommandation n°2 : « *Finaliser l'installation sprinkleur de la cellule 3* », action à réaliser dès que le plan d'action est remis à l'assuré ;
- Recommandation n°3 : « *Modifier le dimensionnement de l'installation sprinkler dans les cellules 1 et 2* », action à réaliser dès que le plan d'action est remis à l'assuré ;
- Recommandation n°4 : « *Maintien de l'espace longitudinal (cheminée) dans les racks de stockage à double rangée* », action à réaliser dès que le plan d'action est remis à l'assuré ;
- Recommandation n°5 : « *Modifier la séquence de démarrage des groupes motopompes* », action à réaliser dès que le plan d'action est remis à l'assuré ;
- Recommandation n°6 : « *Déplacer les stockages de palettes inutilisées en bout de racks des cellules 1 et 2* », action à réaliser dès que le plan d'action est remis à l'assuré ;
- Recommandation n°7 : « *Opérateur de pompe incendie (Améliorer le plan d'intervention d'urgence existant)* », action à réaliser dans un délai de 12 mois ;
- Recommandation n°8 : « *Mettre hors tension la batterie de condensateurs* », action à réaliser dans un délai de 12 mois ;
- Recommandation n°9 : « *Finaliser l'installation des dispositifs d'essai (point F)* », action à réaliser dans un délai supérieur à 12 mois ;
- Recommandation n°10 : « *Améliorer la tenue et le calfeutrement du TGBT du bâtiment A* », action à réaliser dans un délai supérieur à 12 mois.

L'exploitant a fourni le rapport de son assureur concernant son site. Ce rapport comporte par ailleurs des recommandations. L'inspection n'a pas donc relevé de non-conformité au Point 1.2 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Cependant, il est demandé à l'exploitant de fournir un chronogramme d'action en vue de prendre en compte les recommandations formulées par l'assureur. Le cas échéant, l'exploitant précisera

celles qui ont déjà été traitées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Proposition :</b> Fournir un chronogramme d'action en vue de la prise en compte des recommandations de l'assureur, et le cas échéant indiquer celles qui ont déjà été traitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Documents administratifs au titre des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
<b>Constats :</b>  <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> <p><b><u>Visite précédente réalisée le 20/06/2024</u></b></p> <p>Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à l'examen de la situation administrative de l'entrepôt. Cependant, la configuration de l'entrepôt n'a pas évolué (pas de nouvelle cellule, ni de stockage à l'extérieur sous une toiture). En outre, ce sont uniquement des matières de type 1510 qui sont stockés à l'intérieur de l'entrepôt. Aussi, le régime de classement de l'entrepôt n'est pas modifié (régime de l'enregistrement). Aucun produit visé par les rubriques 4XXX n'est stocké dans les cellules.</p> <p><b><u>Non-conformité (faits modérés) :</u></b> L'examen de la situation administrative de l'entrepôt n'a pas été réalisé.</p> <p><b><u>Demande d'action corrective :</u></b>L'inspection demande à l'exploitant de se référer au guide de l'entrepôt de l'INERIS pour examiner l'évolution éventuelle de la situation administrative de son entrepôt. L'exploitant transmet à cet effet des justificatifs sous 2 mois.</p> </div> <p><b><u>Visite du 14 janvier 2025</u></b></p>

L'exploitant a mandaté l'organisme BUREAU VERITAS pour effectuer une actualisation du régime de classement de ses installations exploitées sur son site de Verneuil-en-Halatte.

Il ressort de l'examen du rapport établi par l'APAVE que :

- le régime de classement de l'entrepôt, répertorié sous la rubrique 1510-2, reste soumis à enregistrement (AP du 6 avril 2017) ;
- le régime de classement de l'oxyde d'éthylène utilisé dans l'unité de stérilisation, répertoriée sous la rubrique 4720-2, reste soumis à déclaration (AP du 6 avril 2017) ;
- le régime de classement des chaudières, initialement non-classées (AP du 6 avril 2017), répertoriées sous la rubrique 2910-A, sont dorénavant soumis à déclaration avec contrôle périodique.

Aussi, les installations classées présentes sur le site de Verneuil-en-Halatte sont : l'entrepôt (E), les chaudières (DC) et l'oxyde d'éthylène (D).

**L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** Un donner acte a été pris en vue d'entériner la situation administrative des installations exploitées sur le site de Verneuil-en-Halatte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.



- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

#### Constats :

##### Visite précédente réalisée le 20/06/2024

Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués de :

- 3 poteaux incendie extérieurs localisés sur la rue des hêtres ;
- RIA ;
- extincteurs.

L'entrepôt a été autorisé le 29 décembre 2009. La prescription relative aux distances entre les poteaux et les cellules et entre les poteaux, fixées par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, n'est pas applicable.

Les extincteurs sont facilement accessibles et visibles. L'exploitant précise que les agents

Les extincteurs sont facilement accessibles et visibles. L'exploitant précise que les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

L'exploitant précise que les dispositions des RIA permettent d'attaquer un foyer sous 2 angles différents.

Le site est équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkleur.  
Le compte rendu de vérification de l'installation effectuée le 22 février 2024 :

- 1 non conformité (avec risque de mettre en échec) : « Les essais du groupe motopompe diesel n'ont pas été réalisés, celui-ci est à l'arrêt. RISQUE D'ECHEC DE L'INSTALLATION » ;
- des non-conformités (n'entraînant pas d'échec) :  
« - Entrepôt : WC personnel cellule 3 non protégé ;  
- Entrepôt cellule 3 : câble en attente accroché au réseau sprinkleur ;  
- Entrepôt : respecter une cheminée de 15 cm entre chaque double rack ;  
- Entrepôt : allée piétonne de 1m20 non protégée ;  
- zone stérilisation : cette zone n'est pas protégée » ;
- des observations et/ou des propositions d'amélioration : « - Hydrophore pompe jockey : hydrofort de plus de 10 ans, à remplacer ; - groupe motopompe B1 : présence d'une fuite sur le volant de la vanne de refoulement B1 (DN250) ; - cloche d'alarme poste : la cloche d'alarme du poste 10 ne fonctionne pas. À corriger ; - télésurveillance : nous transmettre le nom de la télésurveillance. ; - hydrophore pompe jockey : l'hydrophore est vide d'air- groupe motopompe B1 : défaut de la sonde niveau gasoil, celle-ci se met en défaut au démarrage du groupe motopompe (la pompe est HS, commande est en cours) ».

Par courriel en date du 21 juin 2024, l'exploitant a transmis une fiche d'intervention de la société Maintenance Sprinkler Entretien Services.

Cette fiche précise que la pompe hydraulique du groupe n°2 a été remplacée. En outre, un test de charge a été effectué. Les actions correctives listées précédemment concerne la non-conformité (avec risque d'échec de fonctionnement de l'installation).

Cependant, cette fiche précise que l'alignement de la pompe est à faire au laser impérativement.

L'exploitant a effectué un exercice d'évacuation en simulant un incendie dans le local accueil chauffeur, et il a précisé que l'exercice réalisé fait office d'exercice de défense incendie.

**Non-conformité (faits modérés) :** Aucun élément présenté par l'exploitant atteste que :

- l'alignement de la pompe au laser a été réalisé ;
- les non-conformités (sans échec), les observations et les propositions d'amélioration ont été prises en compte.

**Demande d'action corrective :** Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'alignement de la pompe, d'engager des actions correctives portant sur les non-conformités (sans échec), et de prendre en compte les observations et propositions d'amélioration.

L'exploitant transmet à cet effet des justificatifs sous 1 mois.

#### **Visite du 14 janvier 2025**

L'exploitant a présenté deux rapports datant des 02/10/2024 et 3/10/2024 concernant respectivement l'alignement des arbres des pompes B1 et B2, établis par la société RMEI. Les opérations relatives aux alignements des arbres des 2 pompes mentionnées précédemment ont été effectuées aux mêmes dates des rapports.

La société UXELLO a procédé à des opérations de maintenance en vue de remédier aux non-conformités (sans échec) et observations, et de prendre en compte les recommandations. L'exploitant a présenté la facture établie par la société UXELLO en date du 28/10/2024 portant sur la réalisation des travaux concernant sur les points susvisés réalisés le 17/09/2024.

**L'inspection n'a pas constaté de non-conformité.**

**Type de suites proposées : Sans suite**